



RDC – Genre
Une vingtaine de parlementaires de la RDC en formation sur le genre à Dakar

APA - Dakar (Sénégal) Vingt parlementaires de la République Démocratique du Congo (RDC) participent depuis mardi, à Dakar, à un atelier de renforcement des capacités axé le thème « genre, droits humains et gouvernance ».

La session, qui se tient sous l'égide de l'ONG Femmes Africa Solidarité (FAS), ayant son siège dans la capitale sénégalaise dure quatre jours (8-11 juillet).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la ministre sénégalaise de la Famille, de la Solidarité Nationale de l'Entreprenariat féminin et de la Micro finance.

La délégation congolaise est composée de 20 personnes, dont 7 députés nationaux, 7 députés provinciaux, la secrétaire générale du genre, un expert en genre, le point focal de FAS en RDC et 3 délégués de la société civile.

La République démocratique du Congo est actuellement à une « phase de sensibilisation sur le genre », a expliqué Mme Adèle Kayinda Mahina, députée du district de Lualaba, dans la province du Katanga, se félicitant en outre de l'engagement politique constaté au sommet de l'Etat, à kinshasa.

Elle relève, à cet égard, une disposition (article 14) de la nouvelle constitution congolaise, qui reconnaît le Réseau des Parlementaires Genre et parité et « impose la protection des droits des femmes ».

La parlementaire provinciale, par ailleurs présidente du Réseau à l'assemblée nationale de la RDC, n'en reconnaît pas moins que « le chemin à parcourir est encore long », puisque seules quatre des onze provinces du pays disposent d'un Réseau genre et parité.

Mme Mahina, attend de l'atelier de Dakar qu'il débouche, entre autres impacts, sur la prise en compte de la dimension genre, dans tous les ministères, au moment de la confection des budgets.

La Secrétaire générale du ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant de la RDC, Mme Jacqueline Lofulo, a indiqué à cet égard qu'un document cadre de politique nationale sur le genre était « en cours d'adoption par le Parlement », pour accorder plus d'intérêt à la question, dans la gouvernance nationale.

De son côté, la Directrice Exécutive de FAS, Mme Bineta Diop, a rappelé l'engagement de

Femme Africa Solidarité aux côtés des femmes congolaises.

Celles-ci ont pris « une part active » dans le dialogue national, qui a débouché sur la constitution d'un gouvernement de transition, a rappelé Mme Diop, saluant en outre qui la nouvelle Constitution de la RDC adopte le principe de la parité de genre.